

Un Congrès national de l'Inde

Au lendemain de la libération de Mahatma Gandhi par le gouvernement de Ramsay Mac Donald, il nous semble utile de publier ce compte rendu du dernier congrès nationaliste des Indes. On y remarquera l'importance des éléments nettement révolutionnaires auxquels les chefs nationalistes ont dû promettre, après un délai d'un an, la lutte ouverte, et à qui le gouvernement britannique accorde à présent la mise en liberté de Gandhi.

(N. D. L. R.)

Le congrès national indien qui comprend tous les éléments nationaux opposés au gouvernement anglais, s'est réuni pour la 38^e fois, les derniers jours de décembre 1923, à Coconada. Six mille délégués y représentaient toutes les régions du pays. Cent mille personnes assistèrent aux séances du congrès principal et à celles des 15 « petits congrès » qui furent tenus en même temps. Plus de 500 volontaires de la nation, vêtus d'uniformes blancs, filés et tissés à la main, veillèrent à maintenir l'ordre dans la vaste foule.

Le congrès de cette année révéla très nettement la présence de diverses tendances au sein du mouvement national indien. Une première source de conflits réside dans l'opposition entre Hindous et Mahométans. Ce conflit trouve son origine dans la concurrence des grands bourgeois des deux cultes, pour la prééminence dans la vie économique et politique du pays. Cette querelle des chefs s'est promptement propagée dans les masses populaires. Ainsi, l'antagonisme religieux l'aggrava dans toutes les régions de l'Inde. Il y eut même des émeutes. Le gouvernement anglais stimule toujours de son mieux cette rivalité qui coupe en deux les forces nationales.

La seconde tendance trouvait son expression dans la volonté des représentants du parti *Swarajya* d'entreprendre une action purement parlementaire, visant non pas à la vraie émancipation politique de l'Inde, mais à la création d'un « Etat Libre au sein de l'Empire », semblable à celui de l'Irlande.

Ce parti, dont le chef est C. R. Das — un avocat important du Bengale — a abandonné la formule anti-parlementaire préconisée par Gandhi : il a participé aux dernières élections, gagné beaucoup de sièges, et menace aujourd'hui de « détruire les assemblées d'Etat » de « l'intérieur ». Cette « destruction » n'aura pas lieu, annonce ce parti, si le gouvernement cède à certaines demandes — la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés politiques de l'étranger, et la réunion d'une conférence qui élaborera une constitution pour l'Inde.

Un certain nombre de jeunes gens groupés autour de *Pundit Jawaharlal Nehru* (qui semble destiné à jouer un rôle important dans la lutte pour l'émancipation indienne) présentèrent une résolution réclamant l'indépendance complète de l'Inde. Cette résolution ne fut pas votée, grâce à l'opposition de certains des vieux chefs du mouvement, qui estimaient que le congrès national n'était pas encore préparé à se lancer dans le conflit armé qui résulterait nécessairement d'une résolution pareille. Un de ces délégués soutint que l'« indépendance au sein de l'Empire » était « possible et souhaitable » ; un autre, que l'union

avec l'Angleterre signifierait « une coopération internationale — donc un idéal plus élevé que celui de l'indépendance nationale » ! etc.

Le président du congrès, Mohamed Ali, s'opposa lui-même à la résolution, mais demanda à ses partisans de travailler encore une année à l'organisation du pays. Alors, si l'on n'avait pas encore atteint le « *Swarajya* », il se joindrait à eux pour provoquer l'avènement de la République indienne.

La résolution principale du congrès affirma de nouveau le programme élaboré par Gandhi en 1921 :

1) Le « boycottage » des produits britanniques, et l'encouragement des industries indigènes — y compris le filage au rouet et le tissage à la main.

2) Le boycottage des écoles gouvernementales, et la fondation d'écoles nationales.

3) Le boycottage des cours de justice gouvernementales et la fondation dans chaque village de cours d'arbitrage populaires.

4) Le boycottage des assemblées législatives gouvernementales. (Pour éviter une scission, on décida cependant de permettre aux membres du congrès d'entrer individuellement dans le parti « *Swarajya* » ou de voter pour les candidats du « *Swarajya* » aux élections. Mais le congrès lui-même se déclara toujours partisan du programme anti-parlementaire de Gandhi.)

Le congrès vota aussi une résolution incorporant les « volontaires de la nation » au congrès national, sous le contrôle de ce dernier. Les « volontaires de la nation » formeront donc le noyau de la future armée de l'Inde ; une résolution autorisant le comité central exécutif à élaborer un plan de désobéissance civile sur une vaste échelle ; une résolution cherchant une meilleure organisation du travail de l'Exécutif dans l'établissement de secrariats des affaires étrangères, du travail, de l'agriculture etc. ; une résolution nommant un comité pour organiser l'industrie familiale du *Khaddar* (tissu filé et tissé à la main) dans chaque village de la péninsule ; une résolution approuvant les sikhs d'Akali (du nord de l'Inde) dans leur lutte de non-résistance contre le gouvernement britannique, et un appel pour soutenir ce mouvement en hommes et en argent (à noter que l'un des militants principaux qui a pris la défense de cette secte hindoue est le docteur Kecklew, un Mahométan) ; une résolution de sympathie en faveur des Indiens du Kenya, en Afrique, et de tous ceux qui, dans toutes les possessions anglaises, sont les victimes des préjugés de race. Le congrès les assure que seule une Inde libre pourra améliorer leur sort, et que cette liberté-là, le peuple de l'Inde est décidé à l'obtenir ; une résolution nommant un comité pour enquêter sur les conditions du travail à Ceylan ; une résolution demandant la cessation de l'émigration indienne dans les colonies de l'Empire Britannique ; enfin, une résolution de sympathie envers la famille de Savakar, le révolutionnaire indien emprisonné depuis 15 ans.

Dans son discours de clôture, Mohamed Ali prédit que si le pays appliquait le programme établi par Gandhi et affirmé de nouveau par le congrès de Coconada, l'année à venir verrait l'émancipation de l'Inde.

AGNES SMEDLEY.